

# Chute des recettes pétrolières et conséquences

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Date de mise en ligne : dimanche 14 juin 2015

## Description :

Publication Alger républicain mai-juin 2015

La situation financière du pays continue à se dégrader par suite de l'incapacité du pouvoir à faire face à la chute du prix du pétrole depuis 2014.

**Khaled Safi**

**28 avril 2015**

---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

**Publication Alger républicain mai-juin 2015**

**La situation financière du pays continue à se dégrader par suite de l'incapacité du pouvoir à faire face à la chute du prix du pétrole depuis 2014.**

La balance commerciale a affiché un déficit de 1,73 milliards de dollars au cours du 1er trimestre 2015. L'an dernier, pour la même période, le solde était excédentaire de 1,83 milliards de dollars. La valeur des exportations a baissé de 30% au cours du 1er trimestre 2015 par rapport à la même période de 2014. Pour toute l'année 2014 l'excédent commercial n'a été que de 0,6 milliards de dollars. Il s'est effondré de près de 11 milliards de dollars entre 2013 et 2014. Ces chiffres ne concernent que la balance des biens, le montant des services n'est pas encore connu. Le solde n'inclue pas non plus les profits rapatriés (en fait exportés) par les sociétés étrangères, sociétés pétrolières, Ooridoo, banques et compagnies d'assurances (AXA, Société Générale, ...), entreprises de publicité, vendeurs de piscines, etc. Ni les autres sorties de devises. Pour ne citer que ces postes, les sommes payées doivent avoisiner 8 à 10 milliards de dollars. L'ampleur du trou donne une idée de l'étendue du pillage des ressources du pays depuis la libéralisation.

La Banque d'Algérie a opté pour la solution la plus facile : la dévaluation de fait du DA. Le taux de change du dollar est passé d'un seul coup de 72 à 97 dinars. En conséquence, les prix des biens importés en dollars ont flambé de 35% ! Ce sont les travailleurs qui payent la facture de cette mesure injuste.

La situation est alarmante. Et même révoltante pour le citoyen qui se demande ce que l'Etat a fait de l'argent du pétrole. Depuis 2000 grâce à la hausse continue du cours mondial du pétrole les caisses de l'Etat n'avaient jamais été aussi pleines. Les recettes d'exportations ont grimpé de 19 milliards de dollars en 2001 pour atteindre le chiffre de près de 72 milliards de dollars en 2012 grâce pour 98% aux hydrocarbures.

Mais les visions pro-capitalistes primaires des dirigeants, ont fait rater à l'Algérie une chance historique de renouer avec le développement, qui passe nécessairement par la réactivation du secteur public. Le niveau de la production industrielle est encore en-dessous de celui de 1984 ! En dehors de discours ronflants sur la relance industrielle, les pouvoirs publics n'auront rien fait pour donner un nouveau souffle aux entreprises publiques spécialisées dans des métiers stratégiques pour l'avenir. Et pourtant c'est là - mécanique, métallurgie, fabrication d'équipements - que subsistent encore le potentiel de relance et le savoir-faire nécessaires.

**Car les dépenses improductives ont fortement augmenté. L'explosion des importations en témoigne de façon frappante.**

De 2001 et 2011 elles sont passées de 9,5 à 45 milliards de dollars presque 5 fois et plus vite que les exportations ! Les énormes investissements lancés par l'Etat dans le domaine des infrastructures n'expliquent qu'en partie cette évolution. Les dépenses publiques ont servi de vecteur de la redistribution de l'argent du pétrole au profit des patrons des entreprises de bâtiment et des gros commerçants qui l'ont converti en importation croissante de biens de luxe ou en demeures somptueuses. Sans même évoquer l'argent détourné qui a rempli les comptes à l'étranger des responsables corrompus, ni la fuite illicite des capitaux camouflée sous la surfacturation de la valeur des biens importés.

**Cela donne une indication sur l'influence et le poids des couches sociales aisées sur tous les rouages de**

**l'État.**

Pas d'issue sans donner un coup de balai à tous les responsables qui qualifient l'industrie nationale de "quincaillerie" et sans prendre les mesures qui mettent fin à l'hémorragie des devises. Ce qui présuppose des changements socio-politiques radicaux.

**Khaled Safi**

**28 avril 2015**